JOB

Un livre pour dix ans de lutte intense

Le 17 décembre, à la Bourse du travail de Toulouse, les JOB présenteront le livre qui retrace leur lutte.* Le Piment *a rencontré Philippe Moitry et Bernard Margras, syndiqués CGT de JOB et animateurs de l'association A.P.R.E.S.JOB, Association pour le retour à l'emploi des salariés JOB. L'occasion de faire un retour sur une lutte qui a fortement marqué Toulouse depuis plus de dix ans.

Le Piment. ***Pouvez-vous nous rappeler les principales étapes de votre lutte?***

B. M. En 95 un plan social a entraîné la suppression de 114 emplois sur les 290 qui restaient. Le rapport de forces, grâce au syndicat CGT, a permis d'obtenir une convention pour le reclassement nettement meilleure que ce qui se fait habituellement. Pour ne prendre qu'un exemple, alors que pour le privé le FNE était à 56 ans, nous l'avons obtenu à 53 ans. Après le travail dans le cadre de la cellule de reclassement qui a duré près d'un an, on a créé l'association APRES.JOB qui fonctionnait en lien avec le syndicat dans l'entreprise et avec les salariés licenciés, sans oublier les retraités et pré-retraités du plan social. On a loué des bureaux rue Lejeune. Au bout de deux ans, on a réussi à reclasser tous ceux qui avaient la volonté de retrouver un travail.

Le Piment. ***Mais l'entreprise va cependant fermer en 2001?***

P. M. C'était inévitable, car Scheufeulen voulait se débarrasser du site, pour renforcer l'emploi en Allemagne. Ils ont repris la marque, géré les marches sans nous, et capté le savoir-faire spécifique à JOB, savoir-faire basé sur la production de papier classique qui demande des compétences particulières. Pour résister, on a essayé de créer un CE européen, avec la maison-mère située dans la région de Stuttgart. La lutte avait trois niveaux : la recherche d'un repreneur, sinon la bataille pour le meilleur plan social, mais aussi, dans la perspective du reclassement, le maintien d'une «image»-JOB basée sur la reconnaissance de nos compétences.

À la fermeture, le plan social a été signé par l'association et le syndicat. Il y a eu la mise en place d'un comité de suivi, réuni tous les mois, avec la DRTE, l'AFPA, l'ANPE. L'État et les ministères concernés, le tribunal de commerce ont financé le plan social, abondé par les collectivités locales (mairie, conseil général, conseil régional) qui ont été parties prenantes, à partir de leurs compétences, en particulier le conseil régional sur la formation professionnelle. Et comme nous avions déjà l'expérience, nous avons obtenu de meilleures garanties, par rapport aux insuffisances du premier plan social. Il faut souligner le caractère exceptionnel de la signature de l'association, aux côtés du syndicat et du liquidateur, ce qui a permis que les salariés contrôlent et gèrent leur plan social.

Le Piment. ***Où en êtes-vous actuellement?***

P. M. Il y a un an, tout était réglé, chaque salarié avait trouvé une solution sociale convenable. Mais avec la nouvelle convention UNEDIC, il y a eu fragilisation de certaines situations que nous sommes en passe de régler. Cela peut se reproduire, avec la remise en cause des conventions, ce qui rend d'autant plus indispensable de poursuivre l'activité de l'association et du syndicat.

Le Piment. ***Comment vous êtes-vous retrouvés ici, au cœur du quartier des Sept-Deniers, le quartier de JOB?***

B. M. Après la fermeture, la mairie a mis à notre disposition ce local, 12, rue Schubert, qui est ouvert tous les matins, du lundi au vendredi. Mais en prenant pour prétexte des besoins particuliers, et la fin du plan social qui avait une durée de cinq ans, la mairie nous demande de quitter les lieux.

Le Piment. ***Votre lutte continue aussi sur l'avenir du site, terrains et bâtiments?***

B. M. Le tribunal de commerce a désigné un liquidateur qui a procédé à la vente du terrain (plus de 5 hectares) à quatre promoteurs, avec l'aval de la mairie, pour 8,5 millions d'euros. La population du quartier a été totalement écartée de ces décisions. On a alerté la population, organisé des réunions, rencontré les associations du quartier avec pour objectif de sauver le bâtiment principal (celui qu'on appelle «le paquebot» ou «l'amiral», à cause de sa forme), de façon à en faire, avec une partie des extérieurs, un espace public. En dehors de la valeur architecturale du bâtiment, il s'agit surtout d'empêcher les promoteurs, mais aussi la mairie, de mettre une croix sur toute une histoire sociale. L'idée serait de faire de ce lieu un espace culturel, dédié en particulier à la musique. Nous avons lancé une pétition, organisé une manif de 300 personnes, de la place Arnaud-Bernard au site, le 1er juillet 2004. Finalement, la mairie a racheté le bâtiment et la DRAC l'a labellisé. La mairie s'est engagée à réserver le lieu pour un espace sportif et culturel. Mais on n'a pas les mêmes conceptions que la mairie, aussi bien sur l'importance à donner à la partie sportive, que sur le contenu de l'action culturelle. Par ailleurs il devrait y avoir 30 % de logements sociaux sur le site, mais cela reste à vérifier.

Le Piment. ***Que va-t-il se passer le 17 décembre?***

P. M. Quand on a commencé le combat sur le patrimoine, on s'est dit qu'il fallait laisser une trace écrite de notre lutte. Pour le livre, on a fait appel à une romancière, Stéphanie Benson, et à une sociologue, Yannick Le Quentrec. L'ouvrage sort le 10 décembre aux éditions Syllepse. Il se trouve que nous venons de récupérer une partie des charges (CSG, RDS) liées au préjudice de ces dix années de lutte. Le 17, nous restituerons, contre remise d'un RIB, les 1 443,93 euros à tous les salaries qui seront présents. Ce sera aussi l'occasion de se retrouver et de faire la fête!

Propos recueillis par Lucien Sanchez

Pour se procurer le livre, contact : APRES.JOB : 05 61 57 91 44, ou auprès de la LCR (Lucien au 06 81 08 96 44)